

Les citoyens de l'UE, des étrangers comme les autres ?

Royaume-Uni Un comité consultatif sur la migration suggère de ne plus favoriser les travailleurs venus de l'UE, après le Brexit.

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Et si, dès la fin de la période de transition du Brexit, le 31 décembre 2020⁽¹⁾, le lien professionnel créé ces quarante-cinq dernières années entre le Royaume-Uni et l'Union européenne prenait fin ? Et si les citoyens de l'UE devenaient étrangers comme les autres ? Avancée par les Brexiteurs radicaux, cette hypothèse a été conseillée mardi au gouvernement par le Comité consultatif sur la migration (MAC), chargé l'an dernier par le ministère de l'Intérieur de suggérer des options pour l'élaboration de la politique migratoire post-Brexit. "Nous recommandons la mise en place d'un système où aucun accès préférentiel ne soit accordé aux citoyens de l'UE", a-t-il indiqué dans sa préface.

Le comité, composé de professeurs et de chercheurs spécialisés sur la migration, admet que cette mesure mettrait de fait "fin à la liberté de mouvement". Or, et c'est la principale motivation des mesures conseillées dans le rapport, "avec la liberté de mouvement, la décision de migrer repose entièrement sur le migrant : il n'y a pas de garantie que cette migration bénéficie à la population résidente". Pour le MAC, l'utilité des migrants pour leur pays d'accueil et ses habitants doit en effet déterminer l'ensemble du processus migratoire.

Le comité a ainsi analysé les effets de la migration sur le Royaume-Uni. Après avoir expliqué avec des pincettes que l'immigration européenne a sans doute affecté la hausse des salaires et l'emploi des travailleurs locaux peu ou pas qualifiés, il affirme sans ambiguïté que "la migration a fait augmenter le prix des maisons" et que l'attribution de logements sociaux aux migrants s'est faite aux dépens de locaux. Autant de motifs d'exaspération répétés à l'envi ces dernières années mais que la majorité de la classe politique a refusé d'entendre. Le MAC assure en revanche que les immigrés contribuent plus qu'ils ne coûtent aux finances publiques, ainsi qu'aux services publics tels que l'éducation et le système de santé.

30 000

Livres pour le salaire minimum

Cette mesure préconisée par le comité consultatif sur la migration vise à mettre un terme à l'arrivée de travailleurs peu ou pas qualifiés.

Des visas pour les moyennement qualifiés

Dans cette optique, le rapport met en avant "l'importance d'avoir une protection contre les employeurs qui utilisent les migrants pour réduire les salaires des travailleurs nés au Royaume-Uni". Il conseille le maintien du salaire annuel minimum proposé à un candidat à l'immigration à 30 000 livres sterling (34 000 euros). Cette mesure signifierait

la fin de l'arrivée de main-d'œuvre peu ou pas qualifiée dans le pays. De manière générale, le comité conseille l'ouverture du système de visa de travail destiné aux plus qualifiés aux candidats moyennement qualifiés et la fin du plafond d'attributions de visas à des étrangers hautement qualifiés (aujourd'hui limité à 20 700 visas). Si le gouvernement veut réduire l'immigration, le MAC lui conseille donc de durcir les critères d'entrée comme le niveau de qualifications ou le salaire requis.

→ (1) Il n'y aura pas de période de transition s'il n'y a pas d'accord entre l'UE et le Royaume-Uni sur le retrait.